



JEAN-PHILIPPE DEROSIER

Professeur agrégé des facultés de droit
Membre de l'Institut Universitaire de France
Titulaire de la Chaire d'Études parlementaires

Jean-Philippe Derosier est spécialiste de droit constitutionnel comparé et Professeur des universités depuis 2012. Il est membre de l'Institut Universitaire de France. En poste à l'Université de Lille, il est rattaché au CRDP – ERDP, dont il dirige l'axe Droit constitutionnel. Il est titulaire de la Chaire d'Études parlementaires.

En 2014, il fonde et, depuis lors, il dirige le ForInCIP, Forum international sur la Constitution et les institutions politiques, un consortium réunissant des partenaires académiques et institutionnels de quinze systèmes juridiques, qui se rencontrent annuellement sur un sujet d'actualité relatif aux institutions politiques.

En 2017, il participe à l'Assemblée générale constitutive du [Réseau mondial de justice électorale](#) (RMJE) et intègre son conseil scientifique, dont il devient le Président de 2020 à 2022.

Il conseille des cabinets d'avocats, des acteurs économiques et des institutions sur des dossiers présentant un enjeu institutionnel, politique, réglementaire ou électoral, où son expérience à l'Assemblée nationale et sa connaissance du processus parlementaire (rédaction d'amendements, de propositions de loi, fonctionnement des assemblées) sont un atout essentiel. Il intervient dans des contentieux qui soulèvent des questions constitutionnelles (contentieux administratif, saisines du Conseil constitutionnel, QPC).

Il consacre l'essentiel de ses travaux aux institutions politiques et au droit parlementaire, aux rapports entre l'État, les autorités locales et les instances internationales (Union européenne). Il tient la chronique « Droits et libertés fondamentaux » de *Titre VII* (revue du Conseil constitutionnel). Il est l'auteur du blog [La Constitution décodée](#). En 2023, il a fondé et piloté [le GRÉCI](#) (Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions).

Spécialités :

Droit constitutionnel
Droit parlementaire
Droit des collectivités territoriales
Droit de l'Union européenne
Droit administratif général
Droit comparé

Enseignements :

- Droit constitutionnel (Licence 1)
- Droit constitutionnel et droit administratif comparés (Master 1)
- Droit des collectivités territoriales (Master 1)
- Droit constitutionnel comparé approfondi (Master 2)
- Droit parlementaire (Master 2)
- *Introduction to comparative Law* (Master 2)

Récentes publications et interventions :

Ouvrages :

65 ans de la V^e République : une analyse prospective de la Constitution. Propositions du GRÉCI, LexisNexis, 2024
Les écrits de Jean-Claude Colliard, réunis et introduits, Mare & Martin, 2024
Les Cahiers du ForInCIP, LexisNexis : *La législation déléguée* (n° 9, 2025), *Le réformisme constitutionnel* (n° 8, 2024), *La démocratie exécutive* (n° 7, 2023), *La responsabilité des gouvernants* (n° 6, 2022), *La déontologie politique* (n° 5, 2020), *Les partis politiques* (n° 4, 2019), *L'initiative de la loi* (n° 3, 2018), *La désignation des gouvernants* (n° 2, 2017), *L'opposition politique* (n° 1, 2016)
Construire des majorités (codir.), Mare & Martin, 2021
Les limites constitutionnelles à l'intégration européenne. Étude comparée : Allemagne, France, Italie, LGDJ, 2015

Expérience :

- Professeur de droit public à l'Université de Lille (depuis 2016) ; à l'université de Rouen (de 2012 à 2016)
- Titulaire de la Chaire d'Études parlementaires (depuis 2023)
- Directeur scientifique du Forum international sur la Constitution et les institutions politiques (ForInCIP), fondé en 2014
- Président du Comité scientifique du Réseau mondial de Justice électorale (RMJE) (2020-2022)
- Directeur de l'École Doctorale Droit Normandie – ED98 (2013-2015)
- Collaborateur extérieur, SCP Gaschignard, Avocat aux Conseils (2011-2013)
- Conseiller parlementaire, Assemblée nationale (de 2003 à 2012)

Formation :

- 2011-2012 : 1^{er} concours d'agrégation de droit public
- 2003-2010 : Doctorat en droit
Thèse sur *Les limites constitutionnelles à l'intégration européenne. Étude comparée : Allemagne, France, Italie*, Paris I – Panthéon-Sorbonne (dir. Professeur Otto Pfersmann)
- 2002-2003 : DEA en droit public comparé des États européens, Paris I – Panthéon-Sorbonne
- 2001-2002 : Maîtrise en droit international public et européen, Paris X – Nanterre

Langues :

Anglais
Allemand
Italien
Espagnol

Coordonnées :

jean-philippe.derosier@univ-lille.fr

+33 6 80 96 15 18

 @JPhDerosier

Université de Lille
Équipe de recherches en droit public
1 place Déliot – CS 10629
59024 LILLE CEDEX

Récentes publications et interventions (suite) :

Articles :

- « Réflexions sur l'évolution de la V^e République », in *JCP-A* 2024, n° 2066
- « De l'utilité retrouvée d'un mécanisme marginalisé : le RIP », in *Mélanges en l'honneur de Bertrand Mathieu*, LGDJ, pp. 325 à 330
- « Aux urnes citoyens ! Réflexions sur quelques aménagements du vote à l'urne », in *Cité* 2022/2
- « Des tensions entre justice et politique », in *Études* 2022/4, pp. 41 à 55
- « Le Sénat, contrepouvoir nécessaire », in *Un haut fonctionnaire au service du Parlement. Mélanges en l'honneur de Jean-Louis Hérin*, Mare & Martin, Paris, 2020, pp. 87 à 98
- « Les partis politiques : structure de la démocratie. Études de droit comparé » (avec Julien Thomas, Lucile Gonot et Gilles Toulemonde), in *Diritto costituzionale* 2019/3 (*I partiti politici*), pp. 15 à 53
- « Justice cherche équilibre », in *Les Petites affiches*, 15 juillet 2019, pp. 1 à 22
- « Juger les élections », in *AJJC* 2019, pp. 13 à 80
- « Le Conseil des ministres. Institution multi-séculaire dans Constitution sexagénaire », in Philippe Blachèr (dir.), *La Constitution de la V^e République. 60 ans d'application (1958-2018)*, LGDJ-Lextenso, Paris, 2018, pp. 219 à 231
- « La constance du pouvoir présidentiel de la V^e République », in *Revue politique et parlementaire (1958-2018. La V^e République face aux révisions : mutations et permanences)*, mars 2018, pp. 113 à 124
- « The French people's role in amending the Constitution », in Richard Albert (dir.), *Amending Constitution*, Cambridge University Press, 2017, pp. 316 à 326
- « L'état d'urgence : un état de liberté sécuritaire. Comprendre un état d'urgence respectueux de l'État de droit », in *Les Petites affiches*, 21 juillet 2016, pp. 6 à 11
- « François Hollande et le fait majoritaire. La naissance d'un fait majoritaire contestataire », in *Constitutions*, 2015, n° 4, pp. 509 à 515

Tribunes de presse :

- Chronique mensuelle « Un œil sur la Constitution » pour *Le Nouvel Obs*
- « En matière de dissolution, la Constitution s'impose », in *Le Monde*, 10 juin 2024
- « L'instant du 49.3 », *Le Monde*, 19 octobre 2022
- « Démissionner n'est pas une peine », *Libération*, 10 octobre 2022
- « Pourquoi la " révolution référendaire " de Le Pen pourrait être un coup d'État constitutionnel », *JDD*, 20 avril 2022
- « Vers une mise au pas du Conseil constitutionnel ? », *Libération*, 18 février 2022
- « La primaire populaire est illégale », *JDD*, 15 janvier 2022
- « La responsabilité, première dette du pouvoir », *Libération*, 22 septembre 2021
- « Une justice aux ordres », *Le Monde*, 8 juillet 2019